

DEBAT PUBLIC

**MARDI 22 mai à 18 h au Foyer de Maquens,
Donner une tribune aux mobilisations qui se construisent
TOUTE ET TOUS UNIES, NOUS POUVONS GAGNER !**

CONTRE LE CAPITAL ET LE MEDEF, CONVERGEONS POUR FAIRE RECULER MACRON...

La colère sociale monte...

Partout dans le pays contre les politiques d'austérité et d'injustice du gouvernement Macron, contre son arrogance et son autoritarisme. Un mécontentement social profond se développe, des cheminots et étudiants aux salarié.e.s du privé (Carrefour, Ford, éboueurs...), aux avocats, en passant par Air France, la Fonction publique, les Ehpad, ou les électriciens et gaziers, les retraités...

Des centaines de milliers d'hommes et de femmes participent désormais aux grèves et manifestations pour l'avenir des services publics, pour améliorer leurs conditions de vie et de travail, pour défendre leurs emplois, leur pouvoir d'achat, le droit aux études, contre les projets de privatisation et suppressions d'emplois favorisées par la loi travail, pour stopper les logiques libérales et conquérir de nouveaux droits. Avec ces mobilisations, grandit la recherche de solutions plus justes pour le plus grand nombre et alternatives aux logiques du capital.

Macron, c'est l'insécurité sociale !

Hausse de la CSG, baisse des APL et casse du logement social, casse du code du travail, tri des étudiant.e.s à l'entrée des universités, baisse des budgets pu- blics et du nombre de fonctionnaires, nouvelles privatisations, et maintenant casse programmée de la SNCF et du statut de cheminot, de la fonction publique... La politique réactionnaire menée par Macron, non seulement met à mal les grandes conquêtes sociales de 1936, 1945, 1968 et s'oppose aux valeurs de la République même bourgeoise, mais empêche également un avenir de progrès pour toutes et tous. Cette politique, symbolisée par le mot d'ordre « start up nation », aggrave les inégalités et conduit à fragmenter davantage notre société : une société d'insécurité sociale, toujours plus précaire pour des millions de nos concitoyen.ne.s, pour la classe ouvrière et couches populaires, toujours plus au service de l'oligarchie financière et du Medef...



Pendant ce temps, le capital se gave !

Cette politique, impulsée par les directives et les recommandations de l'Union Européenne, favorise la grande bourgeoisie et les détenteurs de capitaux : suppression de l'ISF, baisse de l'impôt sur les sociétés, plafonnement de la fiscalité des revenus du capital, casse du code du travail, alors que leurs profits sont en constante hausse et leurs fortunes toujours plus indécentes. Un budget militaire en hausse de 3,7% pour des aventures coloniales en Afrique ou au Moyen Orient enrichissant le lobby militaro-industriel. La guerre est un moyen de conjurer la crise systémique du capital et pour cela, la bourgeoisie et son État cherchent à mater les arrières, le peuple travailleur en France !

IL FAUT ARRÊTER MACRON, MAINTENANT !

Avec ses ordonnances, Macron veut casser un service-public créé historiquement pour faire face à la défaillance des entreprises privées. **La dégradation de la qualité du service et l'augmentation des prix ne sont pas dues au statut des cheminots, mais à l'insuffisance des investissements, aux baisses d'effectifs et à la dette qui a été créée de toutes pièces par l'irrationalité des investissements et le découpage de la SNCF (mille filiales!).** En son temps le gouvernement Chirac- Raffarin avaient taxé le gazole de 3 cts d'euro pour «financer» le ferroutage ! Le train est un enjeu écologique d'aménagement du territoire, de communication et ne doit pas être laissé aux intérêts privés.

Macron attaque de même tous les services publics en remettant en cause le statut des fonctionnaires, en supprimant 120 000 postes, en privatisant les services. Les cheminots qui entament leur second mois de grève perlée, les Ehpad à bout de souffle, les étudiants, les électriciens et gaziers qui rejoignent les cheminots, les chômeurs, les retraités, les transporteurs routiers, salariés du public comme du privé, tous s'organisent pour combattre la politique du gouvernement.

Les étudiant-e-s se battent pour la défense du service public d'Éducation contre la sélection sociale et pour leurs qualifications.

Macron vise maintenant l'assurance chômage et les retraites.

Nous devons l'arrêter maintenant ! Le mouvement social qui se construit 50 ans après Mai 68, avec les grèves, les manifestations des 22 mars, 19 avril, 1er Mai, 3 et 22 mai dans la Fonction publique, le 26 mai pour la justice sociale et la solidarité, et le 14 juin avec les retraité.e.s, peut le faire reculer.

Nous vous appelons à soutenir ces mobilisations, celle des cheminot-e-s en particulier, qui ont été à maintes reprises un symbole de la résistance du mouvement social.

Nous voulons la convergence des luttes multiformes contre la politique Macron- Philippe pour y mettre un coup d'arrêt et ouvrir la possibilité d'alternatives au capitalisme.